

16 Décembre 2021

République Démocratique du Congo – Harcèlement et menaces de mort contre le défenseur des droits humains Kizito Bin Hangi

Le 22 Novembre 2021, aux alentours de 3 heures du matin des individus non identifiés ont jeté des pierres sur la maison du défenseur des droits humains **Kizito Bin Hangi**, brisant une fenêtre. Les autorités de Béni n'ont pas encore réagi à la plainte du défenseur, car ce dernier pense qu'il s'agirait de représailles contre son travail en faveur des droits humains.

Kizito Bin Hangi est défenseur des droits humains et membre de l'organisation non-gouvernementale l'Association Africaine des droits de l'homme (ASADHO) à Béni, Nord Kivu. ASADHO est une organisation qui travaille sur la corruption et qui promeut le respect des droits humains. Kizito Bin Hangi est le chargé de monitoring d'ASADHO à Béni. Il était aussi le président de la Coordination Urbaine de la Société Civile de Béni.

Le 16 novembre 2021, Kizito Bin Hangi a publié un communiqué de presse évaluant l'état de siège imposé en RDC. Le 17 novembre le défenseur des droits humains a été invité sur Radio France International, durant son interview il a déclaré que malgré l'état de siège imposé six mois plus tôt, la population n'est pas plus en sécurité. Ces propos ont été fait dans le contexte d'une attaque le 11 novembre 2021 par les rebelles des Forces Démocratiques Alliées (ADF). Le 18 novembre 2021, le défenseur des droits humains a commencé à recevoir des appels téléphoniques anonymes. Les personnes à l'autre bout du fil ont averti Kizito Bin Hangi en lui ordonnant de cesser de parler de l'état de siège et des Forces Démocratiques Alliées(ADF). Tard dans la nuit du 22 novembre, des individus non-identifiés ont lancé des pierres sur la maison du défenseur brisant une fenêtre. Le 24 novembre ASADHO a écrit au président du comité de sécurité urbaine de Béni pour l'informer de la nécessité de dispositions sécuritaires afin de protéger Bin Hangi. Une copie de la lettre a été transmise à l'état major de la police nationale de Béni et à l'auditorat militaire de Béni. A ce jour, il n'y a pas eu de réponse de la part des autorités et le défenseur continue d'être dans l'insécurité.

Front Line Defenders est très préoccupé par le harcèlement que subit le défenseur des droits humains Kizito Bin Hangi car elle croit fermement que cela est directement lié à son travail pacifique et légitime en faveur des droits humains.

Front Line Defenders exhorte les autorités Congolaise à:

1. Mener immédiatement une enquête exhaustive, indépendante et impartiale sur les menaces de mort reçues par le défenseur des droits humains Kizito Bin Hango, en vue de publier les résultats et de traduire les responsables en justice conformément aux normes internationales;
2. Garantir et préserver l'intégrité physique et psychologique de Kizito Bin Hango et de sa famille et veiller à ce que ses droits soient respectés et réhabilités;

3. Garantir en toutes circonstances que tous les défenseurs des droits humains en RDC puissent mener leurs activités légitimes de défense des droits humains sans crainte de représailles et libres de toutes restrictions, y compris les arrestations arbitraires, la détention et le harcèlement judiciaire.

Front Line Defenders Board of Directors

Denis O'Brien, Jim Conway, Maria Mulcahy, Kieran Mulvey, Mary Jane Real (Philippines), David Sykes, Arnold Tsunga (Zimbabwe), Verónica Vidal (Uruguay)

Front Line Defenders International Advisory Council

James L. Cavallaro, Maryam Elahi, Michel Forst, Hina Jilani, Mary Lawlor

Front Line, The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders trading as Front Line Defenders, is registered in Ireland as a company limited by guarantee and not having a share capital. Registered Office: Second Floor, Grattan House, Temple Road, Blackrock, Co. Dublin, A94 FA39, Ireland.

Company No. 593190; Registered Charity No. 20204494; CHY 22404